

**AFRIQUE DU SUD**

Lutter contre le règne de la terreur et de l'impunité à Richmond, dans la province du Kwazulu-Natal

Index AI : AFR 53/02/98

**DÉCLARATION PUBLIQUE**

Amnesty International salue les récentes mesures prises par le gouvernement, qui contribuent à renforcer la sécurité de la population dans la région de Richmond, terrifiée par une vague d'homicides à caractère politique apparemment liés au contrôle de certains territoires et des ressources des autorités locales. L'Organisation demeure toutefois préoccupée à l'idée que la vie des habitants demeurera menacée tant que les responsables des dizaines d'homicides perpétrés depuis mai 1997 n'auront pas été arrêtés et traduits en justice.

Le caractère répété de ces homicides et la manière dont ils ont été commis, en particulier au mois de juillet, laissent fortement à penser qu'un escadron de la mort disposant d'une formation militaire opère dans la région. Au cours de la dernière en date de ces attaques, dans la nuit du 28 juillet, neuf membres de la famille Shezi, dont quatre jeunes enfants, ont été abattus pratiquement à bout portant par des tueurs munis de fusils tirant des balles à très grande vitesse. Ce massacre a eu lieu au domicile des victimes à Esimozomeni, à la périphérie de la ville de Richmond, malgré le fait que de hauts responsables gouvernementaux avaient effectué dans la région des visites largement médiatisées et que plusieurs centaines de policiers et de soldats y avaient été déployés à la suite des précédentes tueries commises le même mois.

Jusqu'à présent, les tueurs ont pu opérer en toute impunité. Les habitants des communes de la région de Richmond vivent dans la peur. Nombre d'entre eux ne font aucune confiance à la police locale et se montrent sceptiques quant à son impartialité et à son efficacité. Amnesty International est vivement préoccupée par le fait que quasiment personne n'a été traduit en justice pour les dizaines d'assassinats et autres homicides à caractère politique signalés dans la région de Richmond depuis que Rodney van der Bijl, membre du Transitional Local Council (Conseil local de transition), a été abattu devant chez lui en mai 1997. Certains éléments indiquent que les investigations confiées à la police ont été bâclées ; en outre, des preuves indispensables pour établir un lien entre divers événements auraient disparu du dossier de l'affaire. La peur a empêché des témoins de coopérer avec la justice dans le cadre d'une procédure à laquelle ils ne peuvent se fier.

Un représentant d'Amnesty International a appris au cours d'un séjour à Richmond que dans les heures suivant le massacre qui a fait huit victimes le 3 juillet 1998 — dont l'adjoint au maire Percy Thompson —, aucun fonctionnaire de police n'avait été déployé afin de renforcer la sécurité au domicile du maire, Andrew Ragavaloo, dont la vie est menacée en permanence. Pourtant, au même moment, plus d'une dizaine de véhicules des forces de l'ordre ont été aperçus garés devant le poste de police. Ce massacre a été perpétré par des tueurs qui ont ouvert le feu sur les clients d'un bar situé non loin du poste de police. Une Toyota blanche munie d'une bande rouge caractéristique, qui avait été vue non loin du bar au moment du massacre, a été aperçue plus tard en train de tourner autour du domicile du maire, qu'elle semblait surveiller. Depuis, la présence de ce véhicule a également été signalée devant les maisons d'autres personnes prises pour cibles. En ne prenant pas rapidement les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des personnes menacées, la police locale n'a fait que renforcer la méfiance à son égard.

À la suite du massacre perpétré le 28 juillet à Esimozomeni, les habitants de cette commune rurale ont fui. À l'instar de centaines d'autres habitants de localités de la région de Richmond, comme Ndaleni et Magoda, ils dorment aujourd'hui dans les forêts voisines ou dans des bâtiments publics, tels que des dispensaires, de peur d'être attaqués à leur domicile. Le gouvernement national a réagi au massacre du 3 juillet en dépêchant à Richmond des soldats de la South African National Defence Force (SANDF, Force nationale de défense sud-africaine) et des détachements de policiers n'appartenant pas aux forces de l'ordre locales, qui ont été chargés d'effectuer des patrouilles, d'installer des barrages routiers et de procéder à des perquisitions domiciliaires à la recherche d'armes. Toutefois, il est possible que l'efficacité de ces mesures ait été initialement amoindrie par un manque de coordination et de contrôle de l'ensemble, ainsi que par un certain nombre de facteurs locaux tels que l'absence d'éclairage dans les rues des zones affectées. La profonde obscurité dans laquelle étaient plongées chaque nuit les cités noires (townships) démunies de tout, le manque d'infrastructures, notamment de lignes téléphoniques et de routes aménagées, ont facilité la tâche aux tueurs et nuï à l'efficacité des patrouilles des forces de sécurité, surtout de celles qui se déplaçaient à pied, laissant les habitants de Ndaleni, de Magoda et d'Esimozomeni à la merci de leurs agresseurs et en proie à la peur. Le représentant d'Amnesty International qui a visité Richmond début juillet a été informé que les efforts déployés en vue de faire installer un éclairage public dans les cités noires se heurtaient à l'incapacité du gouvernement provincial de réunir des fonds.

Fin juillet, après que de nouveaux meurtres assimilables à des exécutions eurent été commis, le gouvernement national a renforcé les effectifs des forces de sécurité déployées dans la région ; elles se composent à présent d'environ 800 soldats et policiers, dont une compagnie spécialement équipée pour se déplacer sur des terrains difficiles. Le 29 juillet, à la suite de l'intervention du président Nelson Mandela, de puissants dispositifs d'éclairage montés sur des mâts de 40 mètres de haut ont commencé à être installés à Ndaleni et Magoda, mais rien n'a encore été fait à Esimozomeni.

Il est impératif que les responsables de ces massacres soient tenus de répondre de leurs actes, et voilà déjà longtemps que la police et le ministère public auraient dû agir en ce sens. Le processus visant à remédier à cette inertie a enfin été engagé. Le ministre de la Sécurité publique, M. Mufamadi, et d'autres instances s'efforcent de mettre sur pied une équipe d'investigation crédible, impartiale et efficace, dirigée et formée essentiellement par des enquêteurs n'appartenant pas à la police locale. À la connaissance d'Amnesty International, cette équipe n'a encore procédé à aucune interpellation significative, mais il semble qu'un certain nombre de mandats d'arrêt aient été décernés. Il est également crucial que des mesures soient prises pour garantir la sécurité des témoins.

Un organe officiel, la Independent Complaints Directorate (ICD, Direction indépendante des plaintes), enquête actuellement sur les allégations selon lesquelles la police s'est rendue indirectement ou directement complice des homicides. Par ailleurs, des médecins légistes participent désormais aux investigations sur le massacre de la famille Shezi, commis le 28 juillet. Pour que les tueurs soient traduits en justice, il est essentiel que l'ensemble des personnes jouant un rôle dans les enquêtes coopèrent et coordonnent leurs interventions de manière appropriée.

Amnesty International espère que ces initiatives pourront dissiper en partie le climat de terreur et d'impunité qui règne dans la région de Richmond. L'amélioration de la sécurité des habitants pourrait alors permettre aux représentants des partis politiques, notamment de l'African National Congress (ANC, Congrès national africain), du United Democratic Movement (UDM, Mouvement démocratique uni) et de l'Inkatha Freedom Party (IFP, Parti de la liberté Inkatha ),

de se rencontrer et de chercher ensemble comment favoriser le libre exercice des activités politiques dans les mois précédant les élections générales de 1999 I